

ALERTES DU SNESUP-FSU
sur les conditions de travail et d'étude dans le Supérieur,
les dérives autoritaires en tous genres
et la situation dramatique des étudiants étrangers

*Déclaration liminaire au Conseil Académique de l'Éducation nationale
du 5 juillet 2021 (Académie de Strasbourg)*

Communiqué de presse

Le SNESUP-FSU de l'Académie de Strasbourg constate une aggravation sans précédent des conditions de travail et des conditions d'étude dans les établissements d'enseignement supérieur. Si la crise sanitaire a fonctionné depuis 16 mois comme un amplificateur de problèmes préexistants, elle a aussi mis en évidence le manque cruel de moyens humains, financiers et matériels : besoins criants de postes de titulaires dans toutes les catégories de personnels, développement de l'emploi précaire, services centraux et scolarités sous-administrés et complètement débordés, manques de locaux et vétusté de ceux-ci.

Les conséquences de ce manque récurrent de financement de l'Enseignement supérieur et de la recherche ainsi que des choix politiques qui sont faits, nationalement et souvent localement, sont les suivantes : une montée exponentielle de la souffrance au travail et des burnout, des tensions entre collègues et avec les hiérarchies, des dysfonctionnements organisationnels et, à terme, des déstructurations des collectifs de travail. Il n'est pas acceptable que les réponses apportées soient la pression au travail, le coaching pour les encadrants et en définitive le management autoritaire qui pousse les personnels au bout du rouleau. Dans la continuité de notre communiqué du 25 mars (à lire [ICI](#)), nous alertons à nouveau sur toutes les formes de décisions et de dérives autoritaires qui tendent à se substituer à la collégialité entre pairs, au dialogue apaisé et constructif à et à la médiation.

Le SNESUP-FSU doit aussi déplorer que la pandémie ait été instrumentalisée pour faire des économies d'échelle en exploitant au maximum les outils numériques – souvent de piètre qualité -, en banalisant l'enseignement hybride – source de surtravail et de baisse de la qualité des cours – et en incitant à la numérisation des enseignements, numérisation qui se traduit par une déstructuration de la relation pédagogique, un délitement des libertés académiques ainsi que la souffrance et l'échec scolaire pour de nombreux étudiants. Alors que les seuls investissements de l'État face à la pandémie ont été consacrés au numérique, les étudiants et les personnels risquent de retrouver des conditions de sécurité sanitaire désastreuses à la prochaine rentrée, parce que l'État refuse toujours de dégager les quelques centaines de millions qui permettraient de ventiler des amphithéâtres vétustes, d'installer des capteurs de CO2 et de mettre en place des systèmes de purification de l'air.

Le SNESUP-FSU doit encore déplorer que nos tutelles participent aux pratiques autoritaires en cours. En effet, il est particulièrement grave qu'un enseignant-chercheur de Mathématiques, co-secrétaire de la section du SNESUP-FSU de l'Université de Strasbourg, ait

été relevé d'une mission de formation continue dans notre académie parce que la rectrice de l'Académie de Strasbourg a considéré que formuler des critiques en Conseil d'Inspé à l'endroit de la réforme de la formation des enseignants posait un problème de « déontologie ». Le SNESUP-FSU tient à rappeler à Madame la rectrice son indéfectible attachement à la liberté d'expression des élus dans les conseils de composante et les conseils centraux, à la liberté d'expression et à l'indépendance des enseignants-chercheurs garantie par le Code de l'Éducation ([article L952-2](#)), ainsi qu'à la liberté d'expression des responsables syndicaux, au droit syndical lui-même et au principe de non-discrimination. Il invite tous les élus, militants syndicaux et plus largement tous les collègues à faire valoir leurs droits et à ne rien céder face toutes les tentatives, d'où qu'elles viennent, qui viseraient à réduire nos libertés par des pratiques de pression ou d'intimidation. Parmi ces libertés, il y a aussi la liberté pédagogique. Elle est d'une autre nature, mais elle est tout aussi importante. Elle doit être défendue de la maternelle à l'université.

Enfin le SNESUP-FSU lance une alerte à l'attention de Madame la Préfète : les étudiants internationaux ont été les plus affectés par la crise sanitaire. Une cinquantaine parmi eux – un nombre inédit et très inquiétant - ont fait appel ces dernières semaines à la Cellule de veille et d'alerte pour les étudiants internationaux de l'Université de Strasbourg. Le SNESUP-FSU invite l'administration préfectorale à faire preuve de plus de diligence dans le traitement des demandes de cartes de séjour étudiant, à plus d'attention au soutien pédagogique manifesté par la communauté universitaire et à plus de discernement dans la prise en compte des situations humanitaires. La politique du chiffre dans la délivrance des OQTF (Obligation de quitter le territoire français) n'est pas compatible avec nos traditions universitaires et les valeurs d'accueil et de protection des étudiants étrangers.

